



Thierry Marcel Massaga, administrateur légataire de Ngouo Woungly Massaga dit « Commandant Kissamba », vient une fois de plus d'écrire au chef de l'Etat pour dénoncer un vaste complot de malversations financières.

Parlez-nous des derniers moments de Jacques Remy Ngouo Woungly Massaga dit « commandant Kissamba » et de votre filiation avec lui.

Je suis le neveu du commandant Kissamba, fils de sa défunte soeur Pauline Woungly Massaga. Je suis son administrateur légataire. Il m'a lui-même signé les documents que je possède trois mois avant sa mort. C'est pourquoi je me bats pour restaurer sa mémoire. Il est décédé le 17 octobre 2020 entre mes mains. Et ses obsèques ont eu lieu en décembre de la même année. Il a été très malade. Je ne peux le cacher : à un certain moment il a été presque abandonné, isolé par la famille qui pensait que ses opinions et positions politiques constituaient un frein à l'émancipation de cette famille. Pendant sa maladie il a reçu une prise en charge que le chef de l'Etat avait ordonnée. Les documents étaient signés à mon nom car c'est moi qui étais avec lui dans ses derniers moments. Il est entré plusieurs fois au coma. J'ai lancé des S.O.S personne n'a réagi. Je n'ai reçu pour seul accompagnement que celui du président de la république. Parce que le commandant Kissamba était l'un des tous derniers combattants dans la lutte pour l'indépendance et la réunification du Cameroun. C'était un partisan de l'Union des populations du Cameroun (Upc). Il demeure une grande figure de l'histoire de notre pays.

Quelle est l'ambiance qui règne dans votre famille depuis son décès ?

Je voudrais tout d'abord vous faire une brève généalogie de cette famille. Elle issue d'une vieille dynastie de huit siècles dans les Limwazon à Lolodorf, département de l'Océan. L'histoire ne commence pas avec le commandant Kissamba. Notre arrière grand parent fut chef supérieur des Ngumba et Fang. Il s'appelait Massaga Mamia. Il a régné de 1907 à 1916. Le père du commandant Kissamba était préfet et tout premier député de l'Océan. Nous sommes une famille qui se veut soudée, mais malheureusement quelque peu disloquée. Par ce que c'est chacun qui a voulu utiliser le nom de Woungly Massaga pour se faire plein les poches. Donc c'est la méfiance qui règne. Le cas de l'organisation de ses obsèques en est une véritable preuve.

Pourriez-vous vous expliquer ?

Ce que je veux faire comprendre ici c'est les intentions malveillantes de ceux qui ont feint compatir à notre douleur. Le chef de l'Etat a donné des instructions fermes, il a débloqué les fonds pour l'organisation des obsèques officiels du commandant Kissamba. Mais cet argent a été détourné. La sépulture digne qu'il méritait a été sabotée au mépris des instructions du président de la République. Il a été inhumé le 19 décembre 2020. Même pas un représentant du chef de l'Etat n'était présent. Encore moins une autorité administrative pour donner un discours ou un hommage de l'Etat. Le seul discours qui avait été prononcé ce jour-là était le mien. C'est profondément regrettable ce qui s'est passé. Que le chef de l'Etat donne des instructions, il débloquent des moyens pour qu'une personnalité ait des obsèques dignes de ce nom, et que cet argent soit porté disparu pas par n'importe qui, mais par des personnalités qui lui sont proches.

Sur quoi vous basez-vous pour évoquer un appui du chef de l'Etat qui selon vous aurait été détourné ?

Nous avons tous les éléments et toute la documentation en notre possession pour prouver que le président Paul Biya a octroyé un appui pour la tenue de ses obsèques et que ses plus proches collaborateurs en ont fait une autre destination. Le 17 octobre, jour même de sa mort, nous nous sommes rendus à la présidence après avoir reçu copie de la lettre du ministre, secrétaire général du premier ministre, nous invitant à aller entrer en possession de l'aide octroyée par le chef de l'Etat pour l'organisation des obsèques officiels de **Woungly Massaga**. Arrivé au palais il nous a été dit que le dossier n'était pas encore prêt. Qu'il fallait patienter un peu. Le 2 novembre, à 14h22min j'avais reçu un appel du 222214519 venant du secrétariat général de la présidence de la république, sur instruction du ministre secrétaire général, qui me donnait toutes les garanties et les assurances par rapport à l'organisation des funérailles et la construction d'un mausolée. Or le temps a passé. Toujours rien. Trêve de patience, il fallait se mouvoir. Ayant l'assurance que le chef de l'Etat avait réagi positivement, mais que l'argent tardait à venir, le président du comité d'organisation que je suis, s'est endetté lourdement pour célébrer des obsèques dignes.

Et depuis lors vous n'avez rien reçu ! Ce qui vous a certainement incité à adresser une correspondance au chef de l'Etat en date du 21 février dernier...

Absolument ! Parce qu'après j'ai fait un rapport au gouverneur de la région du Sud sur le déroulement de ces obsèques. Par la suite j'ai fait plusieurs requêtes auprès du ministre d'Etat secrétaire général de la présidence. En vain. Alors je me demande où est passée l'aide présidentielle accordée par le chef de l'Etat à la famille? C'est pourquoi je pense qu'il s'agit

d'un vaste complot contre Paul Biya pour ternir son image. Quand on parle des ennemis dans la maison voilà les ennemis de Paul Biya. Comment se fait-il qu'il donne des instructions et des gens les bafouent sans la moindre révérence ? Laissez-moi vous dire que pour l'organisation de ces funérailles, il avait été prévu que la route Boumyebel- Lolodorf serait réhabilitée. Que l'espace funéraire même serait aménagé pour l'accueil des invités. Sans compter une enveloppe propre donnée par Monsieur Paul Biya à la famille éprouvée. Rien de tout ça n'a été fait. Cependant nous nous sommes battus pour enterrer dignement le commandant Kisamba. Mais je vous dis que ces dossiers ont été dissimulés dans les arcanes des services rattachés à la présidence de la république.

Que comptez-vous faire dès lors ?

Nous savons que toutes les lettres que nous envoyons ne parviennent pas au chef de l'Etat. Alors nous allons user de tous les moyens en notre pouvoir pour qu'il soit informé. Nous n'allons pas baisser les bras. Nous irons jusqu'au bout. J'ai écrit au président de la république sous couvert le premier ministre. J'ai la foi que cette énième lettre arrivera à bon port. C'est quand même le premier ministre chef du gouvernement.. Elle va aboutir, cette lettre. Il ne s'agit pas pour moi d'un bras de fer, mais d'une revendication. Et si toutes les actions menées n'aboutissent pas, nous allons directement porter une plainte à travers un collectif d'avocats sur le plan national et international. Et nous ferons appel l'opinion publique internationale.. Il s'agit quand même du commandant Kissamba, combattant de l'indépendance ! Ce qui se passe est une grosse injustice. Respectons les instructions du chef de l'Etat. Il a débloqué les moyens. Que ces moyens sortent pour servir au projet.

Mutations
